



UNE SEMAINE EN HAÏTI

L'hebdomadaire du Collectif Haïti de France

Une rédaction d'Alterpresse ... avec le soutien de la Fokal

N°1178

06 Mars 2015

- **Inquiétudes face à la hausse des actes d'insécurité à l'approche du processus électoral**
- **Appel à deux nouvelles journées de grève générale**
- **Que fait le gouvernement haïtien en cette période de tension avec la République Dominicaine ?**
- **Consternation suite à la mort subite du journaliste Sony Estéus**

>> Inquiétudes face à la hausse des actes d'insécurité à l'approche du processus électoral

Les actes liés au banditisme ont augmenté au cours des dernières semaines dans la capitale haïtienne, reconnaissent la Commission épiscopale nationale Justice et Paix (CE/JILAP) et le Réseau national de défense des droits humains (RNDDH). Parmi les dernières victimes, Oriel Jean, ancien [chef de la sécurité du président Jean-Bertrand Aristide](#), abattu dans l'aire de Delmas dans l'après midi du 2 mars 2015. Suite à cet assassinat, « l'individu qui l'accompagnait a été arrêté » et une enquête est automatiquement ouverte, fait savoir le porte-parole de la police nationale, le commissaire Frantz Lerebours. Contacté, le directeur de Fanmi Lavalas n'a pas tenu à exprimer une position, tout de suite. Au cours de la même soirée, une autre personne, dont l'identité n'est pas révélée, a été tuée par balles également à Delmas. « C'est une remontée, liée à la question électorale », considère la Ce/Jilap. « Très conscient de ce qui se passe actuellement en matière

de sécurité », le haut état-major de la Police nationale d'Haïti « multiplie les rencontres » et prendra « des dispositions » pour trouver une solution, affirme le ministre de la communication, Rotchild François Junior. Selon des chiffres communiqués par CE/JILAP à AlterPresse, environ 60 décès par balles ont été enregistrés, rien que durant le mois de janvier 2015, dans la zone métropolitaine de la capitale. Dans la commune de Cité Soleil, des gangs rivaux s'affrontent. Les victimes sont généralement des civils non armés. Des élections législatives et locales, en retard d'environ 4 ans, et la présidentielle doivent être organisées au cours de l'année 2015. Le Sénat n'a que 10 membres sur 30, la chambre des députés est absente. Des agents exécutifs intérimaires ont été placés à partir de janvier 2012 à la place des élus dans toutes les municipalités de la république, contrairement aux prescrits de la Constitution.

>> Appel à deux nouvelles journées de grève générale

La Table de concertation de l'opposition haïtienne projette deux journées de manifestation au centre-ville de Port-au-Prince contre l'équipe au pouvoir, les 5 et 7 mars 2015. Elles seront suivies de deux journées de grève, prévues les 9 et 10 mars. En plus d'exiger le départ du président Martelly, ces mobilisations visent aussi à réclamer une baisse des prix des produits pétroliers et dénoncer les violences exercées par le pouvoir sur des étudiants, notamment Chedler Guilloux, bastonné puis emprisonné depuis le 23 février 2015 sans pouvoir être jugé. Il est accusé d'avoir incendié un bus de la Cour supérieure des comptes et du contentieux administratif. Cette accusation a tout de suite été contestée par ses camarades étudiants, impliqués dans la lutte pour une baisse substantielle des prix des produits pétroliers. Le refus du pouvoir actuel de diminuer les prix des carburants est un acte de mauvaise foi, fustige le

porte-parole de la plateforme Pitit Desalin, Assad Volcy, pour qui cette attitude montre combien ce gouvernement est insensible aux revendications des Haïtiens. Initiatrice de la grève générale réussie, les 9 et 10 février 2015, la plateforme nationale des syndicats de transports fidèles encourage tous les chauffeurs à respecter ce mot d'ordre de grève en vue de contraindre le gouvernement à fixer les prix du gallon de l'essence à la pompe à 100 gourdes. « Bay lari a blanch, pa di way » (désertez la rue, gardez silence) : tel est le mode d'ordre retenu, par l'opposition, pour les deux journées de grève générale. Condamner l'attitude passive de l'actuelle administration politique, face aux actes d'agression commis sur les ressortissants haïtiens en République Dominicaine, figure aussi parmi les objectifs poursuivis à travers ces mobilisations. (US \$1.00= 48.00 gourdes ; 1€ = 60.00 gourdes aujourd'hui)

>> Que fait le gouvernement haïtien en cette période de tension avec la République Dominicaine ?

En cette période de tension dans les relations haïtiano-dominicaines, une certaine colère, qui prend parfois une forme violente, bouillonne. Dans l'après-midi du lundi 2 mars 2015, sous prétexte de léser des intérêts dominicains, des bandits ont mis le feu, à Petit-Goâve (à 68 km au sud de la capitale), à un autobus de la compagnie privée Capital coach line, qui assurait le trajet Port-au-Prince / Cayes (troisième ville du pays, à environ 200 km au sud de Port-au-Prince). Après ce nouvel acte de vandalisme, la Compagnie Capital coach line annonce la suspension de ses opérations en Haïti. Objet de menaces incessantes depuis plusieurs années, cette entreprise haïtienne assurait quotidiennement avec ses autobus, des voyages aller-retour entre Port-au-Prince et Santo Domingo. Le gouvernement haïtien a vivement condamné cet acte de vandalisme. Cependant, il paraît assez silencieux globalement sur le niveau de tension avec la République Dominicaine.

Le premier niveau de silence du gouvernement est marqué par l'absence « d'une démarche communicationnelle, à visée pédagogique, en vue d'expliquer à la population la situation des relations

entre les deux pays. Ce qui aurait pu prévenir des dérives, telles l'incendie du bus à Petit Goâve, sous prétexte qu'il transportait des Dominicains », relève la sociologue et féministe Danièle Magloire. La communication des grandes lignes d'actions du pouvoir pourrait rassurer la population, quant au respect du droit à l'information de la population, estime Magloire. C'est le deuxième niveau de silence du gouvernement, souligne la sociologue, comprenant, néanmoins, que le gouvernement « ne peut pas tout étaler sur la place publique, puisqu'on est en diplomatie ».

Ce silence est plutôt « complice », car évocateur de « la véritable incapacité de ce gouvernement à défendre la dignité des citoyennes et citoyens. Ce qui est inhérent à sa nature », souligne le politique Christian Rousseau du parti Aksyon pou konstwi yon Ayiti Oganize (Akao). Pour Rousseau, trop de liens affairistes unissent des tenants du pouvoir, des hommes d'affaires proches du pouvoir, à la République Dominicaine. Ceci empêche de « se positionner clairement contre les agissements des éléments racistes de nos voisins ».

>> Consternation suite à la mort subite du journaliste Sony Estéus

Le journaliste et linguiste Sony Estéus, directeur général de la Société d'animation en communication sociale (SAKS) est décédé à l'âge de 50 ans dans la nuit du dimanche 1er au lundi 2 mars 2015, en sa résidence à Delmas (périphérie nord). « Sony n'avait jamais présenté des signes de maladie avant sa mort. Il faisait partie d'un club de sports. Il faisait régulièrement ses tests médicaux de routine », affirme à AlterPresse, la voix enrouée d'émotion, Osny Agénor, frère et collaborateur du défunt. « Il était rentré aux environs de 22 heures dimanche. Il a parlé à son enfant, puis est aller prendre une douche. C'est bien plus tard que sa femme l'a retrouvé sans vie. Il n'avait même pas eu le temps d'ouvrir le robinet », raconte Osny Agénor, membre de la SAKS. La journaliste et directrice de la Radio Télé Kiskeya, Lilianne Pierre-Paul, a fondu en larmes lorsqu'elle a appris la nouvelle de la mort subite de son collaborateur. « Je suis consternée. Tout le monde est sous le choc. Nous sommes absolument consternés. Nous avons plus d'une décennie de collaboration avec lui », souligne-t-elle.

Sony Estéus, qui animait sur Radio Kiskeya le magazine "Nou tout anndan" dédié à la paysannerie,

« a livré, avec ardeur et désintéressement, le combat en faveur de l'accession des masses paysannes aux sphères de la politique et de la gouvernance », relève la station dans un communiqué. « La sphère de la communication alternative, populaire et communautaire en Haïti, pour laquelle il a milité toute sa vie, se ressent de la disparition soudaine de Sony Estéus », estiment le Groupe Médialternatif et Médiacom, deux institutions partenaires de SAKS. Sony Estéus était aussi très actif dans l'Université populaire d'été, qui est accueillie dans environ 152 zones du pays et organisée conjointement chaque année par la SAKS, avec d'autres institutions depuis plus de quinze ans.

Le vice-recteur aux affaires académiques de l'Université d'État d'Haïti, Fritz Deshommes, membre de l'Académie du Créole haïtien, insiste, lui aussi, sur le militantisme d'Estéus et son rôle dans la mise sur pied de l'Académie du Créole, au sein de laquelle milite son épouse Marie Rodny Laurent Estéus. Sur Twitter, l'Association mondiale des radios communautaires (AMARC), dont Sony Estéus était le vice-président pour les Caraïbes, adresse ses pensées à la famille, aux amis et collègues du défunt.

A lire également :

- Des ultranationalistes dominicains souhaitent "la mort" de Médina (<http://www.alterpresse.org/spip.php?article17825>);
- Culture : Vers la célébration et la valorisation des traditions aux Cayes (<http://www.alterpresse.org/spip.php?article17821>);
- Le Rnddh et la Sofa s'élèvent contre la nomination de Josué Pierre-Louis comme secrétaire général de la primature (<http://www.alterpresse.org/spip.php?article17828>);
- Retour sur le drame du carnaval : Confusion et impunité (<http://www.alterpresse.org/spip.php?article17827>).